

La généalogie fantomatique du plan

Drôle d'objet politique que le plan Marshall pour la Wallonie. Il naît dans le contexte de l'échec des négociations de Bruxelles-Halle-Vilvorde, mais ne fait nullement appel à la solidarité fédérale et encore moins flamande. Citant l'imagerie politique de la Seconde Guerre mondiale, il n'en fait pas moins complètement l'impasse sur l'origine des maux qui frappent une économie wallonne affrontant la mondialisation alors qu'elle n'a même pas digéré la première crise de la société industrielle.

Benoît Lechat

Quand Elio Di Rupo lance son idée de plan Marshall le 11 juin 2005 dans une interview à l'*Écho*, il fait clairement référence à l'échec des négociations sur Bruxelles-Halle-Vilvorde. « Depuis les élections régionales, les problèmes que nous n'avons pu résoudre (D.H.L., Bruxelles-Halle-Vilvorde) créent un climat d'incertitude. L'investisseur se ferme et n'ose pas entreprendre dans un tel climat. La confiance nécessaire au développement économique n'existe pas. Je suis toujours très critique sur le fait qu'on ait dû passer tant de temps sur B.H.V., avec un échec à la clé. Les lamentations sont stériles. Tournons la page et voyons

ce qu'il convient de faire. Le gouvernement fédéral, même sans attributions propres, a un rôle de promoteur de synergies positives sur la relance économique des trois Régions. J'y crois beaucoup. D'autre part, pour la Wallonie, il est maintenant fondamental qu'il y ait une mobilisation de tous les acteurs. J'en appelle à un véritable sursaut wallon, il faut un plan Marshall à l'échelle de la Wallonie, passant par la prise réelle de responsabilité de tous. C'est urgent. L'exigence pour chacun doit être de quantifier les actions à entreprendre et d'en mesurer l'efficacité. On sait qu'il y a des difficultés en Wallonie malgré une amélioration, quoi

qu'on en dise, mais qui est insuffisante. » C'est donc bien la dégradation des relations communautaires qui est à la base de l'idée de Di Rupo. La préoccupation est certes économique, mais pas seulement. Son moteur, c'est la peur de devoir former une nouvelle coalition fédérale avec des partenaires flamands aux revendications institutionnelles de plus en plus radicales, et partant, la crainte d'être confronté à « une crise de régime ». C'est en particulier le renforcement de l'autonomie fiscale ou le transfert aux Communautés et Régions de l'une ou l'autre partie de la sécurité sociale qui inquiète le président du P.S. et, avec lui, l'ensemble de la classe politique francophone. Ils savent qu'une telle opération se solderait par de très douloureux exercices d'ajustements dont la communautarisation de l'enseignement en 1988 a donné un très vague avant-gout. Aussi, l'idée du président du P.S. tient-elle en un verbe : « tenir », en l'occurrence, tenir aussi longtemps que possible dans la Belgique fédérale et utiliser la période qui nous sépare de la Belgique confédérale — où, par exemple, tout ou partie de la sécurité sociale serait exercé par les Communautés et les Régions — pour permettre à la Wallonie d'être en mesure d'affronter un tel choc. D'ici-là, il importe de donner des gages à la Flandre, de montrer que la Wallonie — et dans une moindre mesure Bruxelles — a réellement pris son destin en main et qu'elle se donne les moyens de redresser réellement son économie par ses propres moyens, sans faire appel à une nouvelle solidarité de la part de la Flandre.

LE CHOIX DU NOM : VOLONTÉ OU HASARD ?

Et c'est là qu'intervient le premier brouillage du message. Dans son interview au quotidien économique, Elio Di Rupo utilise « expressis verbis » le terme de « plan Marshall ». Le terme a-t-il été choisi en toute connaissance de cause ? A-t-il été évoqué dans le briefing qui a précédé l'interview ? Ou bien a-t-il été lancé en manière d'illustration improvisée ? Difficile à établir avec certitude. Mais quoi qu'il en soit, le lendemain de la parution dans *l'Écho*, *De Standaard* titre en Une « *Di Rupo wil Marshallplan voor Wallonië* ». Ce qui n'était qu'un passage de l'interview de *l'Écho* devient un titre sur la première page du grand quotidien flamand. Or historiquement, comme tout le monde le sait, un plan Marshall, c'est une opération de reconstruction économique après un conflit, financé par un allié extérieur qui injecte à doses massives de l'argent dans un État sinistré. Aussi, il n'est pas étonnant que la presse flamande s'inquiète de la perspective d'une nouvelle demande de « transferts » financiers de la Flandre vers la Wallonie. C'est d'ailleurs la première réaction du président du C.D.&V. Jo Vandeurzen : « un plan Marshall interne pour la Wallonie qui ne peut fonctionner qu'avec des subsides supplémentaires du gouvernement fédéral est inacceptable pour le C.D.&V. », déclare-t-il au *Standaard*. Mais très vite la réaction tombe à plat. Ni le gouvernement wallon ni les partis de la majorité namuroise et encore moins les partis francophones du gouvernement fédéral ne donnent au monde politique fla-

mand matière à alimenter leur discours sur les Wallons éternels quémandeurs. Très vite, il apparait que le fédéral ne sera pas vraiment sollicité.

LE PLAN MARSHALL FLAMAND

Ce qu'ignore sans doute le président du P.S. quand il lance sa petite phrase à l'*Écho* et regarde monter la mayonnaise médiatique, c'est que l'idée d'un plan Marshall pour la Wallonie n'est pas neuve. Du côté flamand tout au moins. Elle a même déjà une histoire. C'est en 1998 qu'Antoon Roosens a lancé l'idée d'un plan Marshall pour la Wallonie¹. Roosens est un homme de gauche engagé depuis toujours dans le mouvement flamand. Il a co-organisé les marches flamandes sur Bruxelles au début des années soixante et il a présidé le Masereelfonds, qui est l'organisation culturelle flamande du monde communiste. C'est un marxiste qui est convaincu que l'avenir de la Flandre et de la Wallonie passe par leur émancipation de la Belgique.

Son idée est d'une simplicité biblique: en aidant la Wallonie à assurer une réelle autonomie, la Flandre peut convaincre les Wallons de renoncer à la Belgique. Elle se justifierait du fait que la Belgique et singulièrement « la haute finance bruxelloise » ont été incapable de reconvertir la sidérurgie wallonne. L'idée a également été évoquée lors de débats organisés entre Roosens et l'Institut Destrée ainsi que *Toudi*, sous l'égide de la revue *Meerevoud*² (dans les colonnes de laquelle il a développé cette idée de plan Marshall). Elle a même été recyclée par un parlementaire du C.D.&V. Hendrik Bogaert qui en 1998

a proposé de doubler de manière unique le montant des transferts Nord-Sud afin d'alimenter un fonds de relance de l'économie wallonne. Mais très vite, la piste est descendue par le parti chrétien-démocrate. Pas question de donner du grain à moudre au Vlaams Belang pour qui, c'est chaque année que la Flandre finance un plan Marshall pour la Wallonie...

UNE PERCEPTION PLUTÔT POSITIVE

C'est donc dans cet imaginaire flamand-là que tombe l'opération à laquelle P.S. et C.D.H. s'activent en cette mi-2005. Avec, sur le plan médiatique, des retombées plutôt positives. Est-ce le fait que les fardes de presse distribuées à Namur le jour de la présentation comportent une version en néerlandais ? Dans l'ensemble les réactions de la presse flamande sont plutôt positives. Point d'examen en règle des mesures annoncées, de leur réelle nouveauté, de leurs chances de faire véritablement décoller l'économie wallonne. En revanche, tout se passe comme si les commentateurs flamands se réjouissaient de voir les responsables wallons reconnaître enfin la réalité de l'état de leur économie. Comme s'ils voulaient croire que de l'opération de lucidité, ils allaient passer aux remises en question radicales des politiques menées jusqu'ici. De manière générale, l'impression prévaut que du côté flamand aussi, on veut arrêter de jouer à se faire peur et que l'on préfère croire que le redressement wallon est réellement enclenché, ce qui permettra d'éviter la « crise de régime » que personne ne souhaite vraiment après les prochaines élections fédérales. Il y a peut-être aussi

¹ Voir l'article de Karl Van den Broeck dans *Knack* du 7 septembre 2005, « Antoon Roosens, De Vlaamse Vader van het Waalse Marshallplan ».

² Voir le site de *Meerevoud* : <meerevoud.org>. Cette revue se définit comme un « Vlaams-radicaal en progressief maandblad ».

tout simplement l'envie de croire qu'une Wallonie rétablie sera plus encline à laisser la Flandre progressivement prendre le large de la Belgique fédérale. Reste évidemment à savoir quelle est la durée du répit qui est procuré de la sorte dans les relations entre Communautés et si cet état d'esprit résistera longtemps. On peut en particulier s'attendre à ce que les responsables flamands renforcent à l'avenir la pression pour obtenir le droit d'aider davantage par des réductions de cotisations patronales les industries flamandes les plus exposées à la concurrence internationale. On pense en particulier au secteur automobile, assurément à la veille de très gros bouleversements.

LE DIFFÉREND DE LA SOLIDARITÉ

Le plan Marshall constitue donc un tournant dans le système de communication complexe entre les Communautés en Belgique, un système qui n'est pas seulement affaire de négociation politique, mais qui est également nourri par les images que chaque Communauté se fait de l'autre, et inversement par les images qu'elles se construisent d'elles-mêmes à travers ce qu'elles perçoivent du regard que l'autre³ porte sur elle. Dans un tel système, on voit par exemple que ce qui compte ce n'est pas seulement ce que les Wallons ou les Flamands reçoivent de la solidarité fédérale. C'est également, l'impact de cette solidarité sur la manière dont chacun se perçoit, se construit et se projette dans l'avenir. On voit bien avec les idées de plan Marshall issues du mouvement flamand, que c'est encore et toujours la solidarité entre les

Régions qui prime sur la solidarité entre les travailleurs belges organisée dans le cadre de la sécurité sociale fédérale. On voit également qu'il ne peut en aucun cas être question pour la classe politique flamande de donner son feu vert à la réalisation d'un vrai plan Marshall, à savoir d'un plan destiné à relancer de l'extérieur une économie sinistrée. Pourtant, dans un État fédéral normal (est-ce que ça existe ?) une telle opération ne serait pas inconcevable. Mais pour que cela soit possible en Belgique, il faudrait à tout le moins qu'un consensus minimum existât à la fois sur le caractère absolument réversible de la solidarité (que ce soit dans le cadre interpersonnel ou dans le cadre interrégional), mais également sur les raisons la justifiant. Autrement dit, il faudrait que dans l'ensemble de l'espace fédéral belge, il y ait un accord sur le contenu exact du sinistre (ou des destructions) subi par la Wallonie.

QUEL RÉCIT DU DÉCLIN ?

Pour répondre à une telle question, il faudrait que tous les Belges se mettent d'accord sur ce qui est arrivé à la Wallonie, disons, depuis au moins cinquante ans. Il faudrait aussi que ce récit commun puisse éventuellement identifier les responsabilités de chacun des protagonistes dans la période traversée. Mais lancer un plan pour reconstruire un continent ravagé par le nazisme est plus facile à justifier que de le faire dans une région où les responsabilités du désastre sont en apparence moins évidentes. En l'occurrence, qui aujourd'hui parle encore du lâchage de la Wallonie par le capitalisme belge ?

³ Voir « Solidarité, condescendance, estime. Sortir de la fosse aux Wallons », *La Revue nouvelle*, dossier « Élections 2004. Quelques ombres aux tableaux », août 2004, n° 8, p. 5-11.

Qui oserait encore aujourd'hui agiter le spectre de la Générale et des groupes financiers qui ont bâti leurs fortunes sur l'exploitation de la classe ouvrière wallonne et qui se sont retirés sous d'autres cieux plus profitables ? Qui pense encore aujourd'hui à s'interroger sur l'absence d'une réelle classe d'entrepreneurs en Wallonie et sur la diabolisation du profit privé qui continue d'y sévir ? Qui, dans le monde politique, ose réellement dénoncer la pléthore et l'inefficacité des instruments économiques de reconversion ? D'un point de vue politique, ces questions ne sont pas complètement oiseuses. Elles manquent d'ailleurs singulièrement au débat actuel sur le redéploiement wallon. Comme si toute une Région était condamnée à réussir son sauvetage, mais sans mémoire, sans tradition, sans critique historique. Mais le silence sur les responsabilités passées cache peut-être tout simplement une difficulté à faire la clarté sur les responsabilités présentes.

UNE DOUBLE DIFFICULTÉ

Ce qui n'est pas évoqué jusqu'ici dans les discussions sur le plan Marshall, c'est que la Wallonie est en fait confrontée à une double difficulté. La première, c'est qu'elle n'est pas sortie de la société industrielle entamée au début des années septante. La seconde, c'est qu'elle se retrouve confrontée comme toutes les économies européennes à la nouvelle crise de la société postindustrielle et au choc de la mondialisation. La première difficulté n'est pas facile à constater pour les responsables politiques qui gèrent actuellement la Région wallonne et singulière-

ment pour le P.S. parce qu'elle signifie tout simplement l'échec des actions qu'ils ont entreprises pour remédier au déclin wallon. Il faudra bien en effet qu'un jour les Wallons fassent le bilan des politiques publiques qui ont été menées dans leur Région depuis les années septante. Certes, celles-ci ont d'une certaine manière permis d'amortir la chute, notamment en assurant la survie de tout une série d'activités en difficulté. Mais elles n'ont en rien permis d'enrayer le recul de la création de richesses en Wallonie et le décrochage de son P.I.B. et de son niveau d'emploi tant par rapport à la moyenne européenne que par rapport à la moyenne belge. Fera-t-on un jour le bilan des centaines de milliards publics engloutis dans le soutien à des activités dépassées par l'évolution économique ? Fera-t-on un jour le procès de tout ceux qui ont enterré l'emploi de demain au nom de la lutte pour l'emploi d'hier, voire d'avant-hier ? Du point de vue de l'histoire, le scandale pourrait un jour apparaître plus lourd que l'enrichissement de quelques apparatchiks ayant préféré les certitudes de l'affairisme aux incertitudes des remises en question...

POURSUIVRE LE BILAN

Même s'il est peu probable qu'un tel travail de lucidité soit un jour mené jusqu'au bout, il faut le souhaiter ardemment. Il sera d'autant plus difficile à mener que toutes les familles ont été plus ou moins impliquées par le P.S. dans l'échec des politiques de redéploiement et qu'il est tellement douloureux de le reconnaître, comme l'a bien montré le débat organisé

par le M.R. entre Alain Destexhe et Serge Kubla au printemps dernier (voir l'extrait ci-dessous). Mais ce débat montre au moins qu'il ne faut jamais désespérer. Les experts qui s'étaient d'abord cachés sous l'anonymat pour dire que la Wallonie n'était pas encore sur la voie de la guérison ont finalement été rejoints par quasiment tout le monde. Reste à espérer que désormais la parole soit également libérée pour dépasser les constats et remonter aux explications. Bien sûr, ceux qui n'ont pas intérêt à un tel travail de déconstruction diront qu'il faut désormais regarder vers l'avenir, qu'il n'est plus temps de regarder le passé... Pourtant, un tel travail montrerait peut-être qu'il y a une certaine correspondance entre la volonté de la classe politique wallonne de tenter une énième relance de l'économie régionale et la crise qui frappe actuellement le Parti socialiste. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est à l'interminable épuisement d'un modèle d'action, celui du socialisme wallon ancré dans la société industrielle auquel nous assistons⁴. À cet égard, on peut se demander si la fameuse « crise de régime » redoutée par Di Rupo pour 2007 n'est pas en train d'atteindre cette fois le P.S., et plutôt que de se lamenter sur l'érosion de l'éthique en politique, il ne faut pas remettre radicalement en question le modèle qui le sous-tend et qui se caractérise notamment par une confiance illimitée à la capacité des institutions publiques à jouer un rôle moteur dans le redéploiement économique. Non seulement, ces institutions forment un terreau propice à l'affairisme et au clientélisme qui fâche les citoyens avec la poli-

tique, mais ils sont également de puissants facteurs d'inefficacité et de gaspillages de fonds publics.

« Mais finalement la Wallonie décolle ? »,
par Paul Piret, *La Libre Belgique* 29 avril 2005

Destexhe : « Serge, tu nous dis que les instruments mis en place par le précédent gouvernement vont produire leurs fruits. Moi, je prétends qu'ils ne nous permettront pas de rattraper notre retard. Ou alors, dans deux-cents ans. »

Kubla : « C'est injuste ! »

Destexhe : « Il faut prendre la mesure et l'importance de l'État P.S. en Wallonie. Il est aux commandes depuis toujours. Sa culture politique très particulière a même imprégné le M.R. (premiers applaudissements) : clientélisme politique, corporatisme syndical, complexité institutionnelle. »

Certes, convient l'ancien ministre de l'Économie, « la clé est au P.S. ; il y a rupture entre les discours de Di Rupo et l'action de ses ministres ; le P.S. a contribué à une sorte de résignation collective ; le clientélisme s'est développé dans les régions les plus pauvres de sorte que le vote P.S. est indélébile ».

Mais « va tenir ces discours-là sur les places du Hainaut ! Tu ne t'en sortiras pas qu'avec une minerve ! (Alain Destexhe porte une minerve à cette époque) La réalité politique est plus nuancée. Aucune majorité wallonne ne peut aujourd'hui se faire sans eux ».

⁴ Voir l'article que Bernard Francq consacre à cette problématique dans ce même numéro.

BESOIN DE RUPTURE

Tout cela semble n'offrir guère de perspectives exaltantes. Mais pas question de jouer les esprits chagrins. S'il est clair que la Wallonie n'en a pas encore fini avec les restructurations, alors qu'elle n'a toujours pas surmonté véritablement la première vague, au moins peut-on se dire qu'elle a commencé à regarder la réalité en face. L'heure approche peut-être où la Wallonie, comme d'autres régions européennes comparables, aura le courage de rompre avec le passé et de prendre les mesures radicales qui lui permettront d'enrayer son déclin. Le moment d'un tel débat est venu. Le plan Marshall est un premier pas encore très symbolique à prolonger par une révolution culturelle dans les politiques et les institutions publiques. Le monde politique ne doit pas craindre les risques. La presse, les émissions de divertissement charrient leur lot de représentations d'une Wallonie à la fois doutant d'elle-même, encore un peu humiliée, mais aussi qui se rebiffe peut-être et qui en a marre de vivre dans l'humiliation. Reste à savoir quels seront les acteurs qui seront décidés à s'engager

dans les indispensables ruptures. Là, les choses sont loin d'être évidentes. Qui y a un intérêt ? On peut toujours rêver de l'émergence d'une nouvelle classe d'entrepreneurs, même si c'est sans doute faire un peu insulte à ceux qui n'ont pas attendu le plan Marshall pour créer de l'activité en Wallonie. Mais il faut plutôt espérer une prise de conscience de l'ensemble de la société wallonne — entreprises, syndicats, associations, partis. Puisse celle-ci se construire sur la base d'une lecture du passé sans complaisance aucune. ■